

REPORTAGE P.7-8

A Drucat, dans la Somme, le projet de construction d'une ferme de 1000 vaches laitières et 750 génisses symbolise les dérives de l'agriculture productiviste.

ENTRETIEN P.9

Comme beaucoup d'éleveurs, Dominique Dengreville, président des producteurs de lait de la FDSEA de la Somme, est circonspect face au projet des 1000 vaches.

ALTERNATIVES P.10

Pour Antoine Jean, éleveur laitier et porte-parole de la Confédération paysanne du Nord-Pas-de-Calais, il faut maintenir des petites exploitations sur tout le territoire.

Un projet de construction d'une ferme laitière de 1000 vaches dans la Somme suscite l'opposition des riverains et pose des questions sur l'avenir de l'élevage laitier.

1000 vaches, le projet qui fâche

REPORTAGE YANNICK CURT

Il y a des vagues en baie de Somme. Drucat, patelin tranquille de 867 habitants, s'est transformé en petit village gaulois résistant à l'envahisseur : devant nombre de pavillons de ce hameau proche d'Abbeville, pancartes revendicatrices et autres slogans protestataires s'affichent sans retenue. C'est que les habitants de Drucat n'en veulent pas, de cette ferme laitière de 1000 vaches, plus 750 génisses, qui doit s'installer là, juste de l'autre côté de la route nationale, à cheval sur la commune voisine de Bruigny-Saint-Maclou. Démesuré et jamais vu en France (où seuls 2% des élevages dépassent les 100 vaches), le projet de ferme-usine est porté par Michel Ramery, un industriel du BTP de 63 ans qui a fait fortune dans le Pas-de-Calais. Son entreprise compte aujourd'hui 3500 employés et truste les marchés publics du coin. La 329^e fortune française, qui a débuté dans les travaux agricoles, semble vouloir renouer avec ses racines paysannes : les souvenirs des odeurs de fumier lui donnent envie d'avoir quelques vaches à s'occuper pour passer paisiblement sa retraite. Il les aime tellement, les bovidés, qu'il n'en veut pas moins qu'un millier rien qu'à lui. Car si le projet est présenté comme un regroupement d'éleveurs, c'est sous l'égide de l'entreprise.

Du retour à la terre au retour sur investissement

La motivation n'est pas tant le retour à la



PHOTO FRANCK JAKUBEK

terre que le retour sur investissement. Le groupe Ramery anticipe les évolutions qui se profilent dans le secteur laitier : jusqu'en 2015, la production est régie par un régime de quotas pour éviter la surproduction et maintenir un prix du lait correct, chaque producteur est limité au nombre de litres de lait qui lui est alloué. Après, selon la volonté ultralibérale de l'Union européenne, on supprime tout et on laisse le marché se réguler tout seul. Avec une augmentation possible du nombre de litres de lait produits en Europe, le prix risque de baisser et seuls les élevages les plus gros pourraient

LE LAIT DEVIENT UN SOUS-PRODUIT DE LA BOUSE.

alors s'en sortir, laissant des milliers de petits producteurs sur le carreau.

Toucher le jackpot avec des vaches laitières, secteur en crise

quasi permanente depuis plusieurs années, ce serait donc possible ? Peut être, mais surtout grâce à leurs excréments. Car l'objectif principal du projet de Ramery semble être l'unité de méthanisation liée à l'élevage. Source d'énergie « verte » à la mode, la méthanisation consiste en la fermentation des excréments animaux mêlés à d'autres déchets, qui produit un gaz ensuite transformé en électricité. La produc- ■■■

tion alimentaire passe au second plan, le lait devenant un sous-produit de l'électricité, où plutôt de la bouse. Le méthaniseur est, comme l'élevage, démesuré : alors que les 82 unités qui existent en France produisent en moyenne 0,12 MW, celui là aura une puissance de 1,5 mégawatt. Pour transformer la bouse en or,

CONTESTATION

Des riverains tenaces et organisés

Pour lutter contre le projet, les riverains ont créé une association, Novissen. « On ne se bat pas contre les mouches et les odeurs, on a fait beaucoup de travail sur le dossier. Les gens adhèrent pour des raisons différentes : écologie, augmentation des transports, bien-être animal, et d'autres contre Ramery parce que c'est un gros capitaliste qu'ils veulent abattre ! », explique Annie Guillochon, membre de l'association. « On a plus de 1750 adhérents, quasiment tous les habitants de Drucat, et depuis la médiatisation de l'affaire on reçoit des adhésions de toute la France ». Dans ce village qui a voté pour Nicolas Sarkozy à 63% lors de la dernière élection présidentielle, la contestation n'est pas dans les mœurs. Les habitants ont appris sur le tas, notamment en distribuant des dizaines de milliers de tracts et en organisant des manifestations (dont une de près de 1000 personnes à Amiens). Les retraités de l'association ont épluché le projet et relevé les moindres failles. « Les agriculteurs nous ont pris pour des écolos chiants. Mais on n'est pas contre le progrès, pas contre les regroupements, pas contre les petits méthaniseurs, pas contre les moyens d'améliorer le travail et la vie des éleveurs. Là ce ne sont pas des éleveurs mais une société privée qui va gérer le projet, c'est un individu qui détourne une loi pour son propre profit », argumente Marc Dupont, secrétaire de Novissen. « Ramery va casser le marché foncier en rachetant les terres, il va vendre son lait moins cher et tuer les éleveurs locaux ! ».

l'industrie alchimiste peut se servir dans les poches du contribuable : la construction de ces unités est largement subventionnée – sans parler des aides PAC que touchera une exploitation de cette taille.

Symbole des dérives productivistes

Le projet cristallise les critiques et symbolise toutes les dérives de l'agriculture productiviste. Ramery, qui dispose d'importants moyens financiers, devra d'abord racheter des quotas aux éleveurs qui arrêtent leur production. Ces opérations se feront au détriment des jeunes qui cherchent à s'installer, en provoquant des tensions sur le marché du foncier. Sur la méga-ferme, les paysans deviennent des salariés agricoles. Les vaches ne verront pas le jour ni les vertes prairies, entassées dans des stabulations et nourries aux céréales importées. Du côté des riverains, qui pointent la proximité des habitations, de la baie de Somme et d'un site Natura 2000, on craint des risques de pollutions liées au caractère intensif de l'exploitation et à l'absence de contrôle d'une installation qu'ils ne considèrent pas comme agricole, mais industrielle. Aujourd'hui, tout le monde attend la décision du préfet d'autoriser ou non la construction de l'exploitation. L'enquête publique a donné un avis favorable en février 2012, tout comme le conseil départemental de l'environnement (considéré comme « une mascarade » par Novissen qui dénonce des pressions sur les membres de l'instance). Niveau politique, on ne se bouscule pas pour donner son avis sur le projet. Seul le Front de gauche et Europe Ecologie-les Verts ont exprimé leur opposition au projet, alors que le PS se mure dans un silence gêné. Sur place, le conseil municipal de Drucat a voté contre, alors que celui de Brugny (dont le maire est également... architecte du projet) a voté pour. La contestation a atteint une telle ampleur que le dossier serait sur la table du ministère de l'Agriculture. ■

PROJET YANNICK CURT

Pour les promoteurs du projet, l'agrandissement des exploitations est la condition *sine qua non* pour s'adapter aux évolutions du marché du lait.

L'agrandissement comme seul horizon

« On ne communique plus sur le projet tant qu'il n'est pas validé », nous a-t-on répondu chez Ramery. C'est dommage car Michel Welter, le directeur d'exploitation, à des choses à dire. Agriculteur au sud d'Abbeville, il est l'un des quatre associé de la SCL Lait Pis carde, qui produit actuellement 1,7 million de litres de lait avec 200 vaches. C'est cette structure qui doit déménager et s'agrandir dans le projet dit des 1000 vaches.

Concentrer pour les laiteries

Dans un entretien qu'il a accordé il y a quelques mois à notre confrère *Horizon Nord-Pas-de-Calais*, Michel Welter explique que cet agrandissement est une nécessité à cause de la pression des laiteries, qui veulent concentrer la production et réduire le périmètre de collecte : « Il est urgent de restructurer la filière laitière et d'arriver à restructurer un petit peu pour baisser les coûts de production », selon lui. Sinon, il craint qu'il ne reste plus personne pour collecter en France, car les laiteries « iront monter une usine à lait en Europe du Nord ». Michel Welter donne raison aux Hollandais et aux Allemands qui sont en train d'agrandir leurs élevages : « Ils savent qu'ils vont produire beaucoup et que le prix du lait va chuter. Mais comme ils auront anticipé et amorti leurs investissements, ils auront les moyens de supporter une baisse des cours ». Il argumente aussi sur la nécessité pour l'éleveur laitier de travailler autrement, et donc de se regrouper, car « à l'époque où tout le monde ne rêve que des 35 heures et de partir en vacances, ce sont les derniers parias du système ».

Certains s'adaptent, d'autres luttent

Michel Welter et les partisans d'une agriculture plus durable semblent étonnamment partager le même constat. Mais sur le radeau qui fonce droit vers une chute d'eau, alors que certains essayent de nager à contre sens, d'autres se préparent à sauter. En attendant la chute... ■

C'est sur ce champ que doivent s'installer la ferme-usine et ses 1750 bovins.



PHOTO YANNICK CURT

Si la « ferme de 1000 vaches » qui veut s'installer à quelques kilomètres de chez lui ne représente pas le modèle agricole qu'il défend Dominique Dengreville craint que la contestation ne stigmatise sa profession.

« Un élevage de 1000 vaches, ça fait gros »

ENTRETIEN YANNICK CURT

Dominique Dengreville, éleveur laitier à Saint-Riquier est président des producteurs de lait de la FDSEA de la Somme. Son exploitation, sur laquelle il habite dans un ancien moulin, se situe à quelques kilomètres du projet de la « ferme des 1000 vaches ».

La Terre : comment est organisée votre exploitation ?

DOMINIQUE DENGREVILLE : je me suis installé en GAEC avec mon père, aujourd'hui je travaille avec mon épouse et un salarié. Mon fils a fait un BTS et une licence agricole et devrait bientôt revenir sur l'exploitation : ce n'est pas très original, on refait ce que j'ai fait avec mon père ! On élève 100 vaches laitières. 90% de l'aliment des bêtes est produit sur nos 200 hectares : en plus de la pâture, on cultive du blé, du maïs, de la luzerne et du lin, et on vend une partie des céréales à la coopérative. Depuis un an, on s'est équipé d'une salle de traite automatisée. C'est un gros investissement, 250000 euros, mais ça change la vie ! Le lait est vendu à la coopérative VPM SFPL, qui a une usine de transformation et commercialise du lait liquide pour nourrisson.

Une ferme de 1000 vaches est en projet à quelques kilomètres de chez vous. Qu'est-ce que ça vous inspire ?

Ce qui me dérange, c'est le type d'association, avec à sa tête un industriel. Les rassemblements de troupeau, ça se fait pas mal par ici, les éleveurs

qui se regroupent pour travailler ensemble. Mais là, ça ne se passe pas comme ça. A la limite, si c'était 10 éleveurs qui se rassemblaient, ça ne me dérangerait pas plus que ça... même si 1000 vaches, ça fait gros quand même. Ce projet va nécessiter beaucoup de terres et ça va faire du tort aux jeunes qui veulent s'installer, avec une grosse pression au niveau du foncier, puisque le groupe qui porte le projet a des gros moyens financiers. Après au niveau environnemental, son élevage ne sera pas polluant, et sur le confort des animaux il n'y a rien à redire. C'est vrai qu'il n'y a pas de pâture... une vache qui ne sort pas, c'est un peu bizarre. Mais quand certains disent que ça va amener des algues vertes en baie de Somme, je crois qu'on est en quand même pas encore là !

Ce projet préfigure-t-il ce qui va se passer après la fin des quotas laitiers, en 2015 ?

Non. Mais forcément, nos élevages vont grandir. On est de moins en moins nombreux, les surfaces augmentent et on produit toujours autant de lait. Dans la Somme, il doit y avoir 1000 élevages de 50/60 vaches, mais il ne faut pas croire que dans 10 ans il n'y aura plus que 50 élevages de 1000 vaches. Même en produisant une grosse quantité de lait, je ne suis pas sûr que Ramery puisse négocier un prix meilleur.

« J'AI PEUR QUE LA CONTESTATION NE DONNE UNE IMAGE NÉGATIVE DE L'ÉLEVAGE EN GÉNÉRAL. »

Le projet comporte une unité de méthanisation. N'y a-t-il pas le risque de le lait devienne un coproduit de l'électricité et que la production alimentaire soit secondaire ?

En 2009, au moment de la crise du lait, les éleveurs allemands

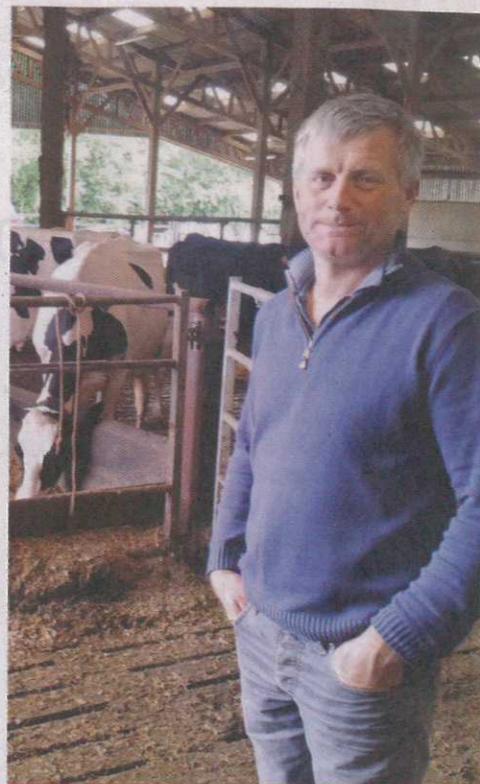


PHOTO : YANNICK CURT

« IL Y A QUAND MÊME UN SOUCI DE POLITIQUE AGRICOLE S'IL FAUT FAIRE DE L'ÉLECTRICITÉ POUR GAGNER SA VIE EN PRODUISANT DU LAIT »

DOMINIQUE DENGREVILLE

s'en sont mieux sortis que nous, parce qu'ils font tous de la méthanisation. Mais ça montre qu'il y a quand même un souci de politique agricole s'il faut faire de l'électricité pour gagner sa vie. Imaginez une usine de voiture qui ne gagne de l'argent qu'avec ses déchets !

Ce projet suscite une vive opposition dans la population locale...

Les gens qui créent une association si un projet se monte au bout de leur jardin, je les comprends. Mais j'ai peur que cela ne donne une image négative de l'élevage en général. Regardez ma ferme, ce n'est pas une usine ! Aujourd'hui, le préfet doit donner une décision. Il y a des avis favorables rendus par des instances compétentes, alors si le préfet refuse, elles servent à quoi ? Ça me gêne un peu que ce soit la rue qui décide, il faut aussi qu'il y ait une vie économique. Je crains que les mêmes ressortent les banderoles pour des projets d'éleveurs qui veulent s'agrandir... C'est un peu ce qui s'est passé pour le porc ici. ■

Alors que l'agrandissement est souvent présenté comme inévitable pour les éleveurs laitiers, des petites fermes choisissent de miser sur la valorisation de leur lait. Avec succès.

D'autres voies à suivre

ALTERNATIVES YANNICK CURT

L'agrandissement des exploitations, la seule solution si les éleveurs laitiers veulent survivre face à la dérégulation et au marché mondial ? Ce n'est pas ce que pense Antoine Jean, agriculteur à Nomain (Nord) et porte parole régional de la Confédération paysanne. Avec son frère, avec qui il s'est installé en GAEC sur l'exploitation familiale dans les années 90, ils élèvent une cinquantaine de chèvres et 30 vaches. « Ça fait très longtemps que la production laitière permet à des gens de vivre sur des petites surfaces. Avec nos 30 hectares, on ne voulait pas partir dans une fuite en avant. Ce qu'on cherche, ce n'est pas de s'agrandir ni d'augmenter la production, mais de valoriser nos produits le mieux possible et aussi d'établir une relation paysan/consommateur ». On est bien loin de la « ferme des 1000 vaches », auquel l'éleveur s'oppose radicalement...

Valoriser la production

Avec le lait de chèvre et la moitié du lait de vache, l'exploitation fabrique du camembert, de la tomme et un peu de fromage blanc. « On travaille beaucoup avec des magasins de fermes, d'autres agriculteurs qui revendent nos produits. Ça se fait beaucoup en Nord-Pas-de-Calais, c'est notre plus gros réseau de vente ». Antoine Jean travaille aussi avec Métro, grossiste qui revend ses produits aux épiceries ou crémeries : « C'est intéressant même si on vend un peu moins cher. On a négocié et on arrive à passer des augmentations quand il le faut sans trop de difficultés. C'est un marché porteur, les gens sont en recherche de bons produits », explique l'éleveur.

L'autre moitié du lait est collectée par Lactalis : « En ce moment, on est payé autour de 30 centime le litre. C'est tout l'inverse de la vente directe, on reçoit un chèque et on prend ce qu'on nous donne, c'est assez dramatique comme système. On n'est plus du tout maître du prix de nos produits. » Il ne croit pas aux contrats censés remplacer les quotas, qui « ne garantissent rien et

Pour Antoine Jean, ici lors d'une manifestation contre le projet de « ferme des 1000 vaches », les petites fermes sont plus aptes à dynamiser les territoires.



PHOTO : FRANCK JAKUBEK

comportent des clauses scandaleuses ». En plus des deux frères, la sœur est également salariée pour la partie fromagerie. Un apprenti travaille sur l'exploitation, et comme dans beaucoup d'élevages familiaux, les parents à la retraite donnent encore un coup de main. Antoine s'occupe plutôt des chèvres et des papiers, alors que son frère prend en charge les vaches. « On va certainement prendre un autre salarié ou un autre associé », ajoute-t-il.

La crainte d'une crise du lait

Comme nombre de producteur, il craint une nouvelle crise du lait pour cette année : « Les coopératives ont poussé leurs producteurs à produire parce qu'il y avait soi-disant des marchés à prendre, elles ont investi dans des tours de séchage, mais le marché peut être très vite déséquilibré. Aujourd'hui tous les clignotants sont au rouge et on peut basculer dans une crise de production. Il y a des leviers qu'on peut pousser tout de suite au niveau européen, en baissant la production. Je pense que

tous les producteurs seraient à même de comprendre. C'est de la régulation publique ». Une situation qui pourrait contribuer à aggraver des projets comme celui de la ferme des 1000 vaches : « Pour eux, le lait est un sous produit, Ramery veut capter des subventions pour faire de la méthanisation. Il

s'en fout du prix du lait. Avec du lait à 30 centimes, son projet n'est pas rentable. Ça peut être dangereux si on monte des structures comme ça un peu partout, ça peut déséquilibrer le marché et encore faire baisser le prix. Les laiteries pourraient refuser de collecter un producteur qui fait 2 ou 3000 litres tous les trois jours

parce que c'est plus facile de pomper 25000 litres tous les jours au même endroit. Aujourd'hui, le danger c'est qu'il y ait abandon de la production laitière dans certains secteurs ».

Pour lui, la solution passe par la gestion publique : « Il faut réorienter les aides pour maintenir de la production sur des petites et moyennes unités, il en va de la survie des territoires ». ■

« ÇA FAIT TRÈS LONGTEMPS QUE LA PRODUCTION LAITIÈRE PERMET À DES GENS DE VIVRE SUR DES PETITES SURFACES. »